

Les électeurs du Front de Gauche, du NPA, du MRC, de DLF et du FN doivent rejoindre au plus vite l'UPR s'ils ne veulent pas se faire « syrizer » en 2017



Le dénouement de la crise grecque se termine, comme les précédentes crises, par une mise en scène digne de Guignol et un nouveau plan de réformes draconiennes qui vont aggraver la situation de la Grèce.

Ce sketch déjà vu doit conduire les Français à tirer les six enseignements suivants :

1°) Syriza était bel et bien un leurre

Comme seule l'avait analysé l'UPR dès l'accession au pouvoir d'Alexis Tsipras le 26 janvier dernier, le gouvernement Syriza « d'ultra-gauche » s'est révélé n'avoir été qu'un [leurre](#), médiatisé et mis en place par le système pour détourner le peuple grec de la seule solution libératrice possible : la sortie de l'UE et de l'euro.

Le leurre Tsipras, qui avait tenté d'être élu à la présidence de la Commission européenne en octobre 2014, avait toujours dit qu'il resterait dans l'Union européenne et dans l'euro. Il a tenu parole et seuls les naïfs ou les complices peuvent en être surpris.

Ce faux opposant a obéi comme prévu à l'oligarchie euro-atlantiste qui l'avait porté au pouvoir en le médiatisant à outrance, même si cela se fait au détriment des intérêts les plus fondamentaux de la Grèce et au risque de voir s'aggraver encore drastiquement la situation catastrophique dans laquelle se débat le peuple grec.

2°) L'accord a été imposé par les États-Unis, malgré de nombreux gouvernements européens hostiles

Certains médias français complaisants ont présenté François Hollande comme le « sauveur de l'euro », qui aurait imposé ses vues conciliatrices à la très rigide Angela Merkel.

Cette analyse est risible. Dans cette affaire comme dans toutes les autres, le pauvre François Hollande n'a été qu'une marionnette, qui ne pèse pas plus lourd qu'une plume.

Le véritable chef d'orchestre de l'accord a été encore une fois Washington : le secrétaire au Trésor Jacob Lew a passé les 72 dernières heures au téléphone, avec Tsipras, Juncker et Merkel pour imposer un accord.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Conformément aux analyses de l'UPR sur le vrai rôle joué par les États-Unis d'Amérique dans la prétendue « construction européenne », ce nouvel accord a été exigé par Washington pour des raisons beaucoup plus géopolitiques qu'économiques et financières. Les États-Unis craignaient trop l'effet de contagion sur l'ensemble de la zone euro et sur l'Union européenne, et l'effondrement de tout leur glacis de domination géopolitique sur le Vieux continent.

3°) L'Allemagne n'est pas du tout la seule à avoir tenté d'obtenir un « grexit »

Washington a imposé de force un accord, non seulement à l'Allemagne mais aux nombreux autres pays européens furieux de voir la Grèce obtenir un 3eme accord de rééchelonnement.

Il y avait aussi les Pays Bas, Malte, la Slovaquie, la Pologne, les Baltes, etc., qui auraient souhaité un « grexit ».

4°) La résurgence de la germanophobie sert à masquer les vraies responsabilités

S'il est exact que l'Allemagne a fait preuve d'une relative intransigeance – pas au point, cependant, d'empêcher l'accord - il est non moins exact que le maintien de la Grèce dans la zone euro risque de coûter à l'Allemagne (mais aussi aux autres pays de la zone euro, dont la France) des sommes considérables si ce nouvel accord est suivi d'aussi peu de résultats positifs que les deux précédents.

Les partis de gauche du sud de l'Europe, qui continuent de soutenir Syriza, se servent de l'Allemagne comme d'un bouc émissaire pour mieux cacher deux éléments bien plus décisifs qu'ils se refusent d'exposer à leurs électeurs :
- le rôle de Washington dans la prétendue "construction européenne"
- et l'impossibilité technique d'avoir une monnaie identique pour 19 économies différentes.

5°) Rien n'est réglé

L'histoire monétaire mondiale a amplement montré que toutes les monnaies plurinationales de l'Histoire [ont toujours fini par exploser](#).

L'euro n'échappera pas à cette règle, qui résulte en dernière analyse de l'absence de solidarité naturelle entre les différents peuples et les différentes économies qui partagent ce genre de monnaie artificielle.

L'UPR prend ici rendez-vous avec tous ceux qui se réjouissent de ce énième accord passé avec la Grèce. Que ce soit dans six mois ou dans deux ans, de nouvelles crises, de plus en plus graves à chaque fois, vont resurgir, soit avec la Grèce, soit avec bien d'autres pays de la zone : Portugal, Slovénie, Italie, Espagne, Irlande, France...

6°) Les Français doivent comprendre que le FN, DLF, le Parti de Gauche, le PCF et le Front de Gauche sont tous des Syriza français

Alexis Tsipras a inventé un nouveau genre politique : organiser un référendum pour bien s'assurer qu'une majorité de votants est contre les réformes que l'on va quand même lui imposer une semaine après.

Cet incroyable cynisme politique confirme que Tsipras et Syriza sont des leurres de la pire espèce, qui se sont fait élire de façon mensongère, en prétendant pouvoir refuser toute mesure d'austérité tout en restant dans l'UE et dans l'euro.

Jamais, au grand jamais, les grands médias complices n'ont demandé avant l'élection comment ils pourraient concilier ainsi leur programme avec le traité sur l'Union européenne (TUE) et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), dont l'article 121 pose le principe que c'est à la Commission européenne de fixer les « Grandes Orientations de Politique Economique » de chaque État membre.

Les Français doivent en tirer la leçon pour la France. Ils doivent comprendre que Jean-Luc Mélenchon et son Front de Gauche, tout comme le MRC, le NPA, DLF et le FN, sont tous des Syriza à la française, qui prétendent tous

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
réformer de fond en comble l'Union européenne et l'euro... sans en sortir, et qui cachent tous l'existence même de
l'article 50 du TUE.

L'affaire grecque enseigne ainsi aux électeurs français qu'ils doivent se détourner du Front de Gauche, du NPA, du
MRC, de DLF et du FN et rejoindre au plus vite l'UPR s'ils ne veulent pas se faire « syrizer » en 2017.

*Jacob Lew, secrétaire au Trésor américain à gauche, a été le véritable donneur d'ordre à Alexis Tsipras, Premier
ministre grec, à droite.*